

Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur

Convention collective de travail du 4 décembre 2020

Emploi de personnes appartenant aux groupes à risque

Article 1er. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de kaolin et de sable exploitées à ciel ouvert dans les provinces du Brabant wallon, de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur.

Par "travailleurs" on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application, d'une part, de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), spécialement son chapitre VIII, sections 1ère et 2, et, d'autre part, de l'arrêté royal du 19 février 2013 exécutant l'article 189, alinéa 4 de cette même loi et de la loi du 26 mai 2019 portant mise en œuvre du projet d'accord interprofessionnel 2019-2020 (M.B. du 17.06.2019 – erratum du 20.06.2019), article 5, activant l'effort en faveur des personnes appartenant aux groupes à risque.

Art. 3. En faveur des secteurs concernés, il est prévu d'affecter 0,10 p.c. pour 2019 et 0,10 p.c. pour 2020 de la masse salariale aux efforts en matière de groupes à risque.

Les employeurs doivent réserver un effort annuel d'au moins 0,05 p.c. de la masse salariale en faveur des personnes appartenant aux groupes cibles suivants :

- a) Les travailleurs âgés d'au moins 50 ans ;
- b) Les travailleurs âgés d'au moins 40 ans menacés par un licenciement :
 1. soit parce qu'il a été mis fin à leur contrat de travail moyennant un préavis et que le délai de préavis est en cours ;
 2. soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise reconnue comme étant en difficultés ou en restructuration ;
 3. soit parce qu'ils sont occupés dans une entreprise où un licenciement collectif a été annoncé ;

- c) les personnes inoccupées et les personnes qui travaillent depuis moins d'un an et qui étaient inoccupées au moment de leur entrée en service. Par personnes inoccupées, on entend :
1. les demandeurs d'emploi de longue durée, à savoir les personnes en possession d'une carte de travail visée à l'article 13 de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée ;
 2. les chômeurs indemnisés ;
 3. les demandeurs d'emploi qui sont peu qualifiés ou très peu qualifiés au sens de l'article 24 de la loi du 24 décembre 1999 de promotion de mise à l'emploi ;
 4. les personnes qui, après une interruption d'au moins 1 année, réintègrent le marché du travail ;
 5. les personnes ayant droit à l'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, les personnes ayant droit à une aide sociale en application de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale ;
 6. les travailleurs qui sont en possession d'une carte de réductions restructurations au sens de l'arrêté royal du 9 mars 2006 relatif à la politique d'activation en cas de restructurations ;
 7. les demandeurs d'emploi d'origine étrangère qui ne possèdent pas la nationalité d'un État membre de l'Union européenne ou dont au moins l'un des parents ne possède pas cette nationalité ou ne la possédait pas au moment de son décès ou dont au moins deux des grands-parents ne possèdent pas cette nationalité ou ne la possédaient pas au moment de leur décès ;
- d) les personnes avec une aptitude au travail réduite, c'est - à - dire :
1. les personnes qui satisfont aux conditions pour être inscrites dans une agence régionale pour les personnes handicapées ;
 2. les personnes avec une inaptitude au travail définitive d'au moins 33 % ;
 3. les personnes qui satisfont aux conditions médicales pour bénéficier d'une allocation de remplacement de revenu ou d'une allocation d'intégration en vertu de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées ;
 4. les personnes qui sont ou étaient occupées comme travailleurs du groupe cible chez un employeur qui tombe dans le champ d'application de la commission paritaire pour les entreprises de travail adapté et les ateliers sociaux ;
 5. la personne handicapée qui ouvre le droit aux allocations familiales majorées sur la base d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ;
 6. les personnes qui sont en possession d'une attestation délivrée par la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale pour l'octroi des avantages sociaux et fiscaux ;
 7. la personne bénéficiant d'une indemnité d'invalidité ou d'une indemnité pour accident du travail ou maladie professionnelle dans le cadre de programmes de reprise du travail ;

- e) les jeunes qui n'ont pas encore 26 ans et qui suivent une formation soit dans un système de formation en alternance, soit dans le cadre d'une formation professionnelle individuelle en entreprise telle que visée par l'article 27, 6°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, soit dans le cadre d'un stage de transition visé à l'article 36quater du même arrêté royal du 25 novembre 1991.

Les efforts visés à l'alinéa précédent seront eux-mêmes au moins pour moitié destinés à des initiatives en faveur d'un ou plusieurs groupes suivants :

- a) les jeunes, tels que définis au point e) de l'alinéa précédent ;
b) les personnes visées au point c) de ce même alinéa et qui n'ont pas encore atteint l'âge de 26 ans.

Art. 4. Le « Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique », institué par convention collective de travail du 30 septembre 2015, portant coordination des décisions et des conventions collectives de travail concernant les statuts du fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds de paix sociale des carrières de kaolin et de sable du sud de la Belgique », rendue obligatoire par l'arrêté royal du 01 avril 2016, publiée au Moniteur belge du 1 mai 2016, gère les fonds. Il gère et utilise la cotisation pour la formation spécifique aux métiers des carrières de kaolin et de sable, d'après décision du comité de gestion.

Art. 5. L'effort en matière de groupes à risque doit correspondre à 0,10 p.c. pour 2019 et 0,10 p.c. pour 2020 de la masse salariale déclarée à l'Office national de sécurité sociale.

L'Office national de sécurité sociale doit les ristourner au fonds de sécurité existence.

Art. 6. Un rapport d'évaluation et un aperçu financier de l'exécution de l'effort obligatoire en faveur des groupes à risques seront établis annuellement par le fonds précité.

Le rapport d'évaluation et l'aperçu financier seront présentés à la Sous-Commission paritaire en vue de pouvoir être déposés au Greffe du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale au plus tard le 1er juillet de l'année suivant celle à laquelle ils se rapportent.

Art. 7. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2020.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 2020

Tewerkstelling van personen behorend tot de risicogroepen

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgever en werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der porseleinaarde- en zandgroeven welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Waals-Brabant, Henegouwen, Luik, Luxemburg en Namen.

Onder "werknemers" worden de arbeiders en arbeidsters verstaan.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten enerzijds in toepassing van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I), inzonderheid hoofdstuk VIII, afdelingen 1 en 2, en anderzijds het koninklijk besluit van 19 februari 2013 tot uitvoering van artikel 189, 4de lid van dezelfde wet en artikel 5 van de wet van 26 mei 2019 tot uitvoering van het ontwerp van interprofessioneel akkoord 2019-2020 (B.S. van 17.06.2019 – errata van 20.06.2019), die de inspanning ten voordele van personen die tot de risicogroepen behoren activeert.

Art. 3. Ten voordele van de betrokken sectors wordt er voorzien in de aanwending van 0,10 pct. voor 2019 en 0,10 pct. voor 2020 van de loonsom voor de inspanningen betreffende de risicogroepen.

De werkgevers moeten een jaarlijkse inspanning van tenminste 0,05 pct. van de loonmassa reserveren voor personen die tot de volgende doelgroepen behoren :

- a) de werknemers van minstens 50 jaar oud;
- b) de werknemers van minstens 40 jaar oud die bedreigd zijn met ontslag :
 1. hetzij doordat hun arbeidsovereenkomst werd opgezegd en de opzeggingstermijn loopt;
 2. hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming die erkend is als onderneming in moeilijkheden of in herstructurering;
 3. hetzij doordat zij tewerkgesteld zijn in een onderneming waar een collectief ontslag is aangekondigd.

c) niet-werkende en personen die sinds minder dan een jaar werken en niet-werkend waren op het ogenblik van hun indiensttreding. Onder niet-werkenden wordt verstaan :

1. langdurige werkzoekenden, zijnde de personen in het bezit van een werkkaart, bedoeld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurige werkzoekenden;

2. uitkeringsgerechtigde werklozen;

3. werkzoekenden die laaggeschoold of erg-laaggeschoold zijn in de zin van artikel 24 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de tewerkstelling;

4. herintreders, zijnde de personen die zich na een onderbreking van minstens 1 jaar terug op de arbeidsmarkt begeven;

5. personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke integratie in toepassing van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, personen die gerechtigd zijn op maatschappelijke hulp in toepassing van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

6. werknemers die in het bezit zijn van een verminderingkaart herstructurerings in de zin van het koninklijk besluit van 9 maart 2006 betreffende het activerend beleid bij herstructurerings;

7. werkzoekenden van allochtone afkomst die niet de nationaliteit van een lidstaat van de Europese Unie bezitten, of van wie minstens één van de ouders deze nationaliteit niet bezit of niet bezat bij overlijden, of van wie minstens twee van de grootouders deze nationaliteit niet bezitten of niet bezaten bij overlijden

d) de personen met een verminderde arbeidsgeschiktheid, namelijk :

1. de personen die voldoen aan de voorwaarden om ingeschreven te worden in een regionaal agentschap voor personen met een handicap;

2. de personen met een definitieve arbeidsongeschiktheid van minstens 33 pct.;

3. de personen die voldoen aan de medische voorwaarden om recht te hebben op een inkomensvervangende of een integratietegemoetkoming ingevolge de wet van 27 februari 1987 op de tegemoetkomingen aan personen met een handicap;

4. de personen die als doelgroepwerknemer tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die valt onder het Paritair Comité voor de beschutte en sociale werkplaatsen;

5. de gehandicapte die het recht op verhoogde kinderbijslag opent op basis van een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van minstens 66 pct.;

6. de personen die in het bezit zijn van een attest afgeleverd door de Algemene Directie personen met een handicap van de Federatie Overheidsdienst Sociale Zekerheid voor het verstrekken van sociale en fiscale voordelen;

7. de persoon met een invaliditeitsuitkering of een uitkering voor arbeidsongevallen of beroepsziekten in het kader van programma's tot werkhervatting;

e) de jongeren die nog geen 26 jaar oud zijn en opgeleid worden, hetzij in een stelsel van alternerend leren, hetzij in het kader van een individuele beroepsopleiding in een onderneming, bedoeld in artikel 27, 6° van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, hetzij in het kader van een instapstage, bedoeld in artikel 36quater van hetzelfde koninklijk besluit van 25 november 1991.

Van de vorige alinea bedoelde inspanning moet minstens de helft besteed worden aan initiatieven ten voordele van een of meerdere van de volgende groepen :

- a) de in punt e) van de vorige alinea bedoelde jongeren;
- b) de in punt c) van dezelfde alinea bedoelde personen die nog geen 26 jaar oud zijn.

Art. 4. Het "Fonds voor sociale vrede van de porseleinaarde- en zandgroeven van het zuiden van België", opgericht bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 september 2015, houdende coördinatie van de beslissingen en collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de statuten van het fonds voor bestaanszekerheid "Fonds voor sociale vrede in de porseleinaarde- en zandgroeven in het zuiden van België" genoemd, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 1 april 2016, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 1 mei 2016, beheert de gelden. Hij beheert en wendt de bijdrage aan voor beroepen in de porseleinaarde- en zandgroeven, volgens beslissing van het beheerscomité.

Art. 5. De inspanning voor de risicogroepen moet overeenstemmen op 0,10 pct. voor 2019 en 0,10 pct. voor 2020 van de loonmassa aangegeven aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid moet deze aan het fonds voor bestaanszekerheid terug storten.

Art. 6. Een evaluatieverslag en een financieel overzicht van de uitvoering van de vereiste inspanning voor de risicogroepen zullen jaarlijks door het voornoemde fonds opgesteld worden.

Het evaluatieverslag en het financieel overzicht zullen aan het paritair subcomité voorgelegd worden om bij de Griffie van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg te kunnen worden neergelegd uiterlijk op 1 juli van het jaar volgend dit waarop zij betrekking hebben.

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019 en treedt buiten werking op 31 december 2020.

Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de, door de voorzitter en de secretaris ondertekende en door de leden goedgekeurde notulen van de vergadering.